

COPIE

000683

27 NOV 2023

DECISION N° /D/PR/MINMAP/ACMP/SG/DAJ DU

relative au recours de la société SOREPS SARL introduit dans le cadre de

Présidence d'appel d'offres n°003/AONR/APN/CIPM/2023 du 17 mai 2023 pour la  
du C/sélection d'un Consultant en vue de la mise en place d'un système

A. d'information pour la production et l'utilisation des statistiques portuaires à

Courrier Direction Générale  
Autorité Portuaire Nationale (APN)

ARRIVÉ, LE 29 NOV 2023

N° 11338

AUTORITE CHARGÉE DES MARCHES PUBLICS,

- Vu la Constitution ;  
Vu le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;  
Vu l'arrêté n°413/A/PR/MINMAP du 08 décembre 2020 portant organisation et fonctionnement du  
Comité chargé de l'Examen des Recours résultant des marchés publics (CER) ;  
Vu la décision n°2021/205//CER/ARMP/DG/2021 du 20 avril 2021 constatant la composition du Comité  
chargé de l'examen des recours résultant des marchés publics ;  
Vu le recours de la société SOREPS SARL du 21 juillet 2023 ;  
Vu l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés (ARMP) du 14 septembre 2023 ;  
Vu le procès-verbal de la séance du CER du 14 septembre 2023 ;  
Vu les écritures et pièces du dossier ;

#### SUR LA RECEVABILITE

Considérant que le recours de la société SOREPS SARL introduit au CER le 21 juillet 2023, soit  
deux (02) (02) jours ouvrables après la séance d'ouverture des offres financières, intervenue le 19 juillet  
2023, est en conformité avec les dispositions combinées de l'article 170 et 174 du Code des marchés  
publics sur la recevabilité des recours dans les ouvertures en deux (02) temps ;

Qu'il échet de le déclarer recevable ;

#### SUR LES FAITS :

La société SOREPS SARL conteste sa note technique et demande la réévaluation des offres,  
au motif que cette note n'est pas objective ;

#### AU FOND :

Considérant qu'il résulte de l'instruction par l'ARMP de la contestation soulevée par le recourant  
et de l'examen subséquent de son recours par le CER, que le recourant n'a pas obtenu la note  
technique qualificative requise, pour avoir notamment produit des références similaires se rapportant  
à la mise en place des bases des données, en lieu et place des systèmes d'informations ;

Qu'il convient de dire ce recours non fondé, d'en informer le recourant, d'instruire la poursuite  
de la procédure et de transmettre cette décision au Directeur Général de l'ARMP pour publication au  
JDM ;

5267

|                    |                    |                    |
|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1. SOREPS          | 2. Action Urgente  | Retour             |
| 3. Action Urgente  | 4. Action Urgente  | 5. Action Urgente  |
| 6. Action Urgente  | 7. Action Urgente  | 8. Action Urgente  |
| 9. Action Urgente  | 10. Action Urgente | 11. Action Urgente |
| 12. Action Urgente | 13. Action Urgente | 14. Action Urgente |
| 15. Action Urgente | 16. Action Urgente | 17. Action Urgente |
| 18. Action Urgente | 19. Action Urgente | 20. Action Urgente |
| 21. Action Urgente | 22. Action Urgente | 23. Action Urgente |
| 24. Action Urgente | 25. Action Urgente | 26. Action Urgente |
| 27. Action Urgente | 28. Action Urgente | 29. Action Urgente |
| 30. Action Urgente | 31. Action Urgente | 32. Action Urgente |

1-DEC-2023

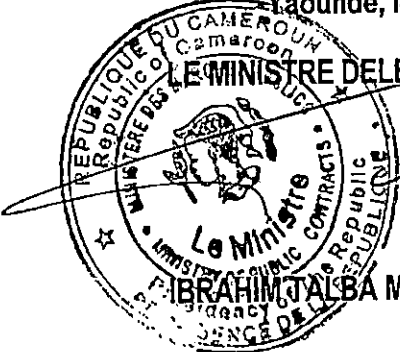
**EN CONSÉQUENCE :**

1. Déclare le recours de la société SOREPS SARL recevable ;
2. L'y dit cependant non fondé ;
3. Instruit le Maître d'ouvrage de poursuivre la procédure ;
4. Dit que la présente décision sera notifiée au recourant et transmise au Directeur Général de l'ARMP pour publication au JDM. /-

**Copie :**

- DG/ARMP ; ✓
- Pd/CER ;
- Intéressé (SOREPS SARL).

Yaoundé, le 27 NOV 2023



LE MINISTRE DELEGUE,

IBRAHIM TALBA MALLA